

F. 95 — 302

[S-C — 29013]

16 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant l'aide à la formation des chercheurs qui se destinent à faire carrière dans la recherche dans l'industrie ou dans l'agriculture

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 4, 2^o de la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'urgence motivée par une reprise de la gestion du régime de bourses de l'I.R.S.I.A. par la Communauté française, en raison de la dissolution de l'I.R.S.I.A. par le Gouvernement fédéral, dont la décision de principe est déjà prise;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. § 1er. L'expression « Le Ministre » désigne le Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions.

§ 2. L'abréviation « F.N.R.S. » désigne le Fonds national de la Recherche scientifique.

Art. 2. Le Ministre peut octroyer une aide financière pour la formation des chercheurs, qui se destinent à faire carrière dans la recherche dans l'industrie ou l'agriculture.

Cette aide financière est accordée aux bénéficiaires sous forme de bourses.

CHAPITRE II. — Financement de la formation des chercheurs par l'octroi des bourses

Art. 3. En vue du financement des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et l'agriculture, le Ministre accorde une subvention au F.N.R.S. dans les limites des crédits inscrits au budget de la Communauté et dans le cadre d'une convention qu'il établit avec le F.N.R.S.

Cette convention doit satisfaire aux conditions reprises aux articles 4 à 17 ci-après.

Art. 4. Pour la gestion de la subvention qui lui est accordée en application de l'article 3, le F.N.R.S. crée en son sein un Fonds pour la Formation à la Recherche dans l'Industrie et dans l'Agriculture, en abrégé F.R.I.A.

Ce Fonds est doté de l'autonomie comptable.

Il est administré par un conseil d'administration composé de 15 membres dont un président et un vice-président, et assisté d'un secrétaire-rapporteur.

Art. 5. Les membres du conseil d'administration du F.R.I.A. sont nommés par le conseil d'administration du F.N.R.S. à raison de :

- a) trois, sur présentation par les organisations les plus représentatives des entreprises industrielles;
- b) trois, sur présentation par les organisations les plus représentatives des travailleurs salariés;
- c) deux, sur présentation par les organisations les plus représentatives des agriculteurs;
- d) sept recteurs des institutions universitaires de la Communauté française qui comportent, au moins, une faculté des sciences, une faculté des sciences appliquées ou une faculté agronomique; ils peuvent se faire représenter par un doyen ou un membre du personnel académique d'une des institutions précitées.

Les membres du conseil, repris sous les rubriques a), b) et c) sont nommés pour six ans; leur mandat n'est pas immédiatement renouvelable.

Lors de la première nomination, le tirage au sort désigne quatre membres des groupes a), b) et c) dont le mandat est limité à trois ans.

Le conseil d'administration du F.R.I.A. désigne un président et un vice-président en son sein. Lorsque le président appartient à l'un des groupes repris sous a), b) et c), le vice-président est désigné au sein du groupe d). Lorsque le président appartient au groupe d), le vice-président est désigné au sein de l'un des groupes a), b) et c).

Le secrétaire général du F.N.R.S. est le secrétaire-rapporteur du F.R.I.A.

Art. 6. Chaque année, en vue de la rédaction du budget de la Communauté française, le conseil d'administration du F.R.I.A. arrête le montant de la subvention qu'il sollicite. Il fait tenir cette demande, et sa justification, au conseil d'administration du F.N.R.S. qui les transmet au Ministre.

Art. 7. La subvention accordée au F.R.I.A. est versée sur un compte spécial que le F.N.R.S. ouvre au nom du F.R.I.A. auprès de l'organisme bancaire qui est chargé de la mission de caissier de la Communauté française.

Art. 8. La subvention est utilisée exclusivement pour l'octroi de bourses et le paiement des charges sociales y afférentes; sauf 2 % de la subvention qui sont prélevés par le F.N.R.S. pour couvrir ses charges administratives et les frais de fonctionnement du F.R.I.A.

Art. 9. Le F.R.I.A. est soumis au contrôle du Ministre; ce contrôle s'exerce à l'intervention d'un délégué désigné par le Gouvernement sur proposition du Ministre.

Ce délégué assiste aux réunions du conseil d'administration du F.R.I.A.

Il peut exercer un droit de recours auprès du Ministre contre toute décision de portée générale du conseil d'administration. Ce recours, qui doit intervenir dans les trois jours de la décision, est notifié simultanément au conseil d'administration.

Le Ministre, après avoir invité le conseil d'administration à lui faire connaître, dans les trente jours, ses observations concernant les motifs du recours, marque son accord ou son désaccord avec la décision. En cas de désaccord, le conseil d'administration rapporte sa décision au cours de sa plus prochaine réunion.

Art. 10. Le Ministre ayant le budget dans ses compétences désigne également un délégué auprès du conseil d'administration du F.R.I.A.

Ce délégué assiste aux réunions du conseil d'administration du F.R.I.A.

Il a pour tâche de conseiller le délégué du Ministre et de participer au contrôle de la régularité de la gestion.

Il peut exercer un droit de recours auprès du Ministre ayant le Budget dans ses compétences, selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 9, pour toutes les matières budgétaires.

Art. 11. Le Gouvernement désigne un réviseur d'entreprise chargé de vérifier la régularité des comptes du F.R.I.A. et de s'assurer de la régularité de la gestion administrative des bourses octroyées.

CHAPITRE III. — *Les bourses et leur octroi*

Art. 12. Les bourses de formation à la recherche dans l'industrie ou dans l'agriculture sont accordées par le conseil d'administration du F.R.I.A. conformément au règlement arrêté par le Gouvernement sur sa proposition.

Art. 13. Les candidats seront soumis à une épreuve orale, portant sur leur spécialité, leur programme de recherche et leur plan de travail ainsi que sur leur culture scientifique générale.

Le conseil d'administration du F.R.I.A. compose, sur proposition du secrétaire-rapporteur, les jurys qui examineront les candidats.

Art. 14. § 1er. Les bourses sont accessibles aux ressortissants d'un pays de l'Union Européenne qui ont obtenu, dans une Institution universitaire de la Communauté française, le diplôme qui les habilite à poser leur candidature.

§ 2. Les bourses du F.R.I.A. sont réservées à des diplômés de l'enseignement universitaire qui se destinent à faire carrière dans la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture et qui, dans ce but, poursuivent dans une institution universitaire de la Communauté française des études conduisant au doctorat.

Sont admis à poser leur candidature: les porteurs d'un diplôme sanctionnant des études de base de deuxième cycle relevant d'un ou de plusieurs des domaines ci-après : Sciences, Sciences appliquées, Sciences agronomiques et ingénierie biologique, Sciences pharmaceutiques et Sciences vétérinaires.

§ 3. Les candidats doivent avoir obtenu avec au moins la mention « distinction » le diplôme qui les habilite à solliciter la bourse.

Art. 15. Chaque candidat ne peut obtenir que trois bourses successives au maximum. La première bourse est d'une durée de deux ans. Les deuxième et troisième bourses sont d'une durée d'un an chacune.

Les bourses doivent — sauf cas de force majeure à apprécier par le conseil d'administration — se suivre sans discontinuité.

Il est mis fin au mandat dès que le bénéficiaire a obtenu le diplôme pour l'obtention duquel le mandat lui a été accordé. Le cumul avec une autre subvention ou rémunération est interdit.

Montants des bourses

Art. 16. Le conseil d'administration du F.R.I.A. fixe, chaque année, le montant des bourses.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Information du Gouvernement

Art. 17. Le conseil d'administration du F.R.I.A. établit chaque année un rapport sur son activité et sur l'usage qu'il a fait des moyens mis à sa disposition par la Communauté française. Le conseil d'administration du F.N.R.S. en prend connaissance et le transmet au Gouvernement.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1995.

Art. 19. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 décembre 1994.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

M. LEBRUN

VERTALING

N. 95 — 382

[S-C — 29013]

16 DECEMBER 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de steun voor de opleiding van vorsers voor een loopbaan in het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid of landbouw

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op art. 4, 2^o van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting,

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzaak, het beheer van de I.W.O.N.L. — beurzen door de Franse Gemeenschap te laten overnemen, daar de federale Regering principieel tot de ontbinding van het I.W.O.N.L. besloten heeft;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Artikel 1. § 1. De uitdrukking « De Minister » verwijst naar de voor het wetenschappelijk onderzoek bevoegde Minister.

§ 2. De afkorting N.F.W.O. staat voor Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 2. De Minister kan, in de vorm van beurzen, geldelijke steun verlenen aan vorsers voor een loopbaan in het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid of landbouw.

HOOFDSTUK II. — *Financiering van de opleiding van vorsers, door het toekennen van beurzen*

Art. 3. Voor de financiering van opleidingsbeurzen voor onderzoek in nijverheid of landbouw kent de Minister een toelage toe aan het N.F.W.O., binnen de perken van de begrotingskredieten van de Gemeenschap en van een overeenkomst die hij met het N.F.W.O. sluit.

Die overeenkomst moet aan de in de art. 4 tot 17 hierna bepaalde voorwaarden voldoen.

Art. 4. Voor het beheer van de krachtens art. 3 verkregen toelage richt het N.F.W.O. een fonds op voor opleiding tot het onderzoek in nijverheid en landbouw (afgekort F.O.N.L.).

Dit fonds geniet boekhoudkundige autonomie.

Het wordt beheerd door een raad van bestuur van 15 leden, onder wie de voorzitter en een ondervoorzitter, bijgestaan door een secretaris-verslaggever.

Art. 5. De leden van de raad van bestuur van het F.O.N.L., worden benoemd door de raad van bestuur van het N.F.W.O., naar rato van :

a) 3 op de voordracht van de meest representatieve verenigingen van nijverheidsbedrijven;

b) 3 op de voordracht van de meest representatieve verenigingen van werknemers;

c) 2 op de voordracht van de meest representatieve verenigingen van landbouwers;

d) 7 rectoren van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap met ten minste een faculteit van de wetenschappen, een faculteit van de toegepaste wetenschappen of een landbouwkundige faculteit; zij mogen vertegenwoordigd worden door een decaan of een lid van het academisch personeel van een van voormelde instellingen.

De leden vermeld sub a), b) en c) worden voor 6 jaar aangesteld; hun mandaat is niet onmiddellijk hernieuwbaar.

Bij de eerste aanstelling worden 4 leden van die groepen aangewezen door loting : hun mandaat wordt beperkt tot 3 jaar.

De raad van bestuur van het F.O.N.L. wijst onder zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Als de voorzitter tot een van de groepen a), b) en c) behoort, wordt de ondervoorzitter uit groep d) gekozen. Behoort de voorzitter tot groep d), dan wordt de ondervoorzitter gekozen uit groep a), b) of c).

De secretaris-generaal van het N.F.W.O. is secretaris-verslaggever van het F.O.N.L.

Art. 6. Elk jaar bepaalt de raad van bestuur van het F.O.N.L., met het oog op het opmaken van de begroting van de Franse Gemeenschap, het bedrag van de toelage die hij aanvraagt.

Hij zendt dat verzoek en de verantwoording ervan over aan de raad van bestuur van het N.F.W.O., die ze naar de Minister doorzendt.

Art. 7. De aan het F.O.N.L. toegekende toelage wordt gestort op een speciale rekening, die het N.F.W.O. namens het F.O.N.L. opent bij de bankinstelling die als kassier van de Franse Gemeenschap optreedt.

Art. 8. De toelage dient uitsluitend voor de toekenning van beurzen en de betaling van de daarop betrekking hebbende sociale lasten, behalve voor 2 % van de toelage, die het N.F.W.O. kan aanwenden om zijn bestuurslasten en de werkingskosten van het F.O.N.L., te dekken.

Art. 9. Het F.O.N.L. wordt door de Minister gecontroleerd door toedoen van de afgevaardigde die de Regering aanwijst op de voordracht van de Minister.

Die afgevaardigde woont de vergaderingen van de raad van bestuur van het F.O.N.L. bij. Hij kan bij de Minister verzet aantekenen tegen elke algemene beslissing van de raad, binnen 3 dagen na de beslissing; hij moet de raad hiervan terzelfdertijd in kennis stellen.

De Minister verzoekt de raad binnen 30 dagen te reageren op de motivering van het verzet. Nadien stemt hij al dan niet in met de betrokken beslissing.

Stemt hij er niet mee in, dan moet de raad op zijn eerstvolgende vergadering zijn beslissing intrekken.

Art. 10. De Minister die voor de begroting bevoegd is, wijst ook een afgevaardigde aan, die de vergaderingen van de raad van bestuur van het F.O.N.L. bijwoont, om de afgevaardigde van de Minister te adviseren deel te nemen aan het toezicht over de regelmatigheid van het heheer.

Die afgevaardigde kan bij de voor de begroting bevoegde Minister verzet aantekenen, op dezelfde wijze als bepaald in art. 9, voor alle budgettaire aangelegenheden.

Art. 11. De Regering wijst een bedrijfsrevisor aan om de regelmatigheid van de rekeningen van het F.O.N.L. en van het administratief beheer van de toegekende beurzen na te gaan.

HOOFDSTUK III. — *Beurzen, toekenning*

Art. 12. De beurzen voor opleiding tot het onderzoek in nijverheid of landbouw worden toegekend door de raad van bestuur van het F.O.N.L., overeenkomstig het reglement dat, op diens voorstel, door de Regering vastgelegd is.

Art. 13. De kandidaten leggen een mondeling examen af over hun specialiteit, hun onderzoekprogramma, hun werkplan, hun algemene wetenschappelijke ontwikkeling.

De raad van bestuur van het F.O.N.L. stelt de examencommissies samen, op de voordracht van de secretaris-verslaggever.

Art. 14. § 1. De beurzen kunnen toegekend worden aan staatsburgers van een land van de Europese Unie die in een universitaire instelling van de Franse Gemeenschap het diploma dat hun het recht verleent om hun kandidatuur te stellen, verkregen hebben.

§ 2. Ze zijn bestemd voor universiteitsgediplomeerden die een onderzoekloopbaan in nijverheid of landbouw willen doormaken en daartoe in een universitaire instelling van de Franse Gemeenschap doctoraalstudies voortzetten.

Kunnen hun kandidatuur indienen: de houders van een diploma van basisonderwijs van de 2e cyclus in één of meer van de volgende vakgebieden : Wetenschappen, Toegepaste Wetenschappen, Landbouwkunde en bio-engineering, Artsenijbereidkunde, Diergeneeskunde.

§ 3. De kandidaten moeten ten minste een « onderscheiding » behaald hebben op het diploma dat hun het recht verleent op kandidaatstelling.

Art. 15. Elke kandidaat kan ten hoogste 3 opeenvolgende beurzen verkrijgen : de eerste voor 2 jaar, de 2 volgende telkens voor één jaar. Ze moeten zonder onderbreking bekomen zijn, behoudens overmacht, waarover die raad van bestuur oordeelt. Het mandaat neemt een einde zodra de betrokkene het diploma behaald heeft, waarop het mandaat betrekking had. Cumulatie met een andere toelage of beloning is verboden.

Bedrag van de beurzen

Art. 16. De raad van bestuur van het F.O.N.L. bepaalt jaarlijks het bedrag van de beurzen.

HOOFDSTUK IV. — *Verslag aan de Regering*

Art. 17. De raad van bestuur van het F.O.N.L. maakt jaarlijks een verslag op over zijn werkzaamheden en over de aanwending van de middelen die de Franse Gemeenschap ter beschikking stelt. De raad van bestuur van het N.F.W.O. neemt kennis van het verslag en zendt het aan de Regering over.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1995.

Art. 19. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 december 1994.

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
M. LEBRUN

F. 95 — 383

[S-Mac — 29014]

16 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant le statut administratif et pécuniaire du personnel informatique des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire de l'Etat, notamment l'article 50, alinéa 3, modifié par la loi du 27 juillet 1971;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel de métier et de service des universités, faculté et centre universitaire de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel administratif des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française;

Considérant que l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 présente des difficultés d'application et qu'il importe de le revoir à la lumière des dispositions réglementaires concernant le personnel administratif, technique et ouvrier des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française;

Vu le protocole du 31 mai 1994 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur IX;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique donné le 14 mars 1994;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget donné le 10 mars 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — *De la carrière informatique*

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

"Le présent arrêté s'applique au personnel occupant une fonction informatique ou assimilée dans des centres de traitement de l'information et des services de la Communauté française.

Les autorités universitaires communiquent au Gouvernement de la Communauté française la dénomination des centres, services ou fonctions visés à l'alinéa 1er.

Le Gouvernement dresse la liste des centres, services et fonctions visés à l'alinéa 1er."

Art. 2. Dans le tableau annexé à l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, sous l'intitulé "6° Catégorie du personnel spécialisé", modifié par l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, le grade 26 "poinçonneur - mécanographe" et le grade 27 "premier poinçonneur - mécanographe spécialiste" sont supprimés.

Art. 3. L'article 1er de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, sous l'intitulé "6° catégorie du personnel spécialisé" est modifié comme suit :

A. Accès d'agents de l'Université		B. Admissions au stage de candidats à l'Université	
Grades	Grades dont les titulaires ont accès au grade indiqué à la colonne I	Conditions spéciales	Diplômes ou certificats pris en considération
Les points 26 à 39 sont remplacés par :			
"26.	"		
"27.	"		
"28.	Opérateur-mécanographe de 2e classe	a) Agent affecté à un centre de traitement de l'information ou un service informatique depuis 1 an au moins ou exerçant depuis 1 an au moins des fonctions assimilées	a) épreuve de qualification b) 50 ans maximum